

Colloque de la Fédération des Finances, sur le financement des PME, le 4 juin 2009

Intervention d'ouverture de Bernard THIBault

C'est avec plaisir que j'ouvre cette rencontre.

La Fédération des Finances avec ses syndicats a fait le choix d'un débat ouvert et contradictoire avec tous les acteurs.

Je veux saluer la présence :

- des syndicats CGT, notamment ceux de la CDC, d'OSEO et de la Banque de France.
- des dirigeants des administrations publiques : CDC, OSEO et BDF.
- des chefs d'entreprises UPA, CGPME et président d'organisme national de formation.
- des représentants de différents ministères,
- des élus régionaux avec la présence du Vice-président de la région Ile de France chargé de l'emploi.
- d'un ancien ministre,
- d'économistes.

Quelques mots donc pour introduire cette rencontre : le monde traverse l'une de ses plus graves crises de son histoire moderne. La production a reculé brutalement dans les pays développés. Le B.I.T. pronostique 20 millions de chômeurs supplémentaires en 2009 ! Le commerce mondial recule. L'investissement a été bloqué pendant des mois.

Un an après son déclenchement, il y a toujours bataille pour caractériser la crise à laquelle nous sommes confrontés. Comme d'habitude, les dirigeants cherchent à accréditer l'idée de " causes externes " ou de simples " dérapages ". Pour une majorité de gouvernements ça ne se discute pas : " la crise économique est la conséquence de la crise financière " ; il suffirait de " sauver les principales banques et entreprises ", de " moraliser la finance " et de " poursuivre les réformes " pour faire " repartir la machine économique ".

En réalité la crise est structurelle. Elle a trois racines profondes :

- une nouvelle phase de la mondialisation qui a provoqué la mise en concurrence des travailleurs à une échelle sans précédent ;
- une augmentation de la rentabilité du capital qui a accru la pression sur les salariés, développé la précarité et réduit l'investissement dans la sphère productive ;
- l'existence d'un volume impressionnant de liquidités qui a permis une inflation des actifs financiers et immobiliers.

Nous pensons que le patronat et les gouvernements ne prennent pas en compte le fait que c'est globalement le mode de croissance financier et libéral, qui s'est imposé depuis 25 ans à partir des Etats-Unis, qui est en crise. C'est celui-ci qu'il faut mettre en cause en mesurant la place nouvelle à accorder au travail, à l'environnement, aux biens publics et aux activités productives. Le " retour au réel " présenté comme l'alternative à la " financiarisation », passe par la mise en cause de la logique de la rentabilité financière et la reconnaissance des priorités sociales.

Avec ce colloque sur le financement des PME, la Fédération des Finances CGT, ses syndicats CGT de la Caisse des Dépôts et Consignations, de la Banque de France et d'OSEO participent à éclairer des voies nouvelles pour réorienter le fonctionnement de l'économie. Ces voies s'inscrivent dans le cadre des orientations de la confédération mais aussi dans le prolongement des propositions et des revendications portées par la plateforme intersyndicale des organisations syndicales.

Ces propositions s'articulent autour d'exigences relatives au développement des activités et de l'emploi dans les PME et dans les territoires et autour de la revendication CGT de création d'un pôle financier public.

Un travail conjoint d'actualisation et de précision de cette proposition de pôle financier public est en cours entre la Confédération, les Fédérations des Finances, des Banques et Assurances, des Activités Postales et des Télécommunications.

La Fédération des Finances conduit un important travail d'approfondissement dont ce colloque constitue un moment fort. Présente dans un champ professionnel constitué des ministères du budget, des comptes publics et de la fonction publique, du Ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et des institutions économiques et financières du secteur semi-public (Banque de France, Caisse des dépôts et consignations, Crédit Foncier, Oséo...), la fédération dispose d'une expertise certaine sur les questions économiques et financières.

Avec sa Fédération des Finances, la CGT réfléchit et porte des propositions concernant les politiques publiques et d'intérêt général, la création des synergies nécessaires entre Bercy et les institutions économiques et financières afin d'en faire des outils au service du plein emploi, de la satisfaction des besoins sociaux et du développement durable.

La crise a et aura des répercussions de plus en plus ravageuses dans les territoires et les bassins d'emploi, sur toutes les activités. Si les grandes entreprises sont touchées, l'impact est plus sévère encore pour les PME.

Les collectivités locales sont également frappées de plein fouet par la crise du point de vue de leurs modalités et capacités de financement. Elles risquent de réduire leurs investissements qui représentent aujourd'hui $\frac{3}{4}$ de l'investissement public dans un pays comme le nôtre avec des conséquences négatives s'agissant de l'activité et de l'emploi de nombre de PME.

Les politiques publiques mises en œuvre et notamment le plan dit de « relance » n'est pas à la hauteur des enjeux. Il faut donc agir le plus rapidement possible pour mobiliser les moyens et outils susceptibles de soutenir et d'alimenter la croissance en mobilisant des financements en faveur du développement de l'activité des PME.

Cela fait presque deux décennies que la Fédération des Finances et ses syndicats agissent pour la création d'un pôle financier public.

Loin de permettre sa création, les politiques mises en œuvre depuis ont généré la casse des missions et des institutions économiques et financières semi-publiques.

Aujourd'hui, sous les effets produits par la violence de la crise, la revendication de la CGT d'un pôle financier public prend une tout autre acuité. Elle trouve même une grande résonance dans le débat public.

L'objet de ce colloque est bien d'approfondir la conception de ce pôle financier public dont la crise a révélé la nécessité.

Il s'agit donc aujourd'hui de préciser et d'affiner cette proposition en partant des outils existants.

Deux pistes doivent être approfondies simultanément :

Premièrement, il faut valoriser les missions des établissements du secteur semi-public économique et financier. Ce sont autant de pierres à cet édifice à construire.

Il s'agit plus particulièrement de la Banque de France, d'OSEO et de la Caisse des dépôts et Consignations.

Ces trois établissements sont soumis à des attaques très graves sur le contenu de leurs missions mais disposent également par leur origine de caractères porteurs d'avenir. Ils ont connu ces dernières années des luttes des personnels qui ont préservé des acquis anciens de service public.

Le contrat de service public de la **Banque de France** prévoit que cette institution veille au suivi de l'économie des territoires et des bassins d'emploi. Cette orientation est le fruit des luttes des personnels, notamment en 2000 quand les dirigeants de la banque centrale voulaient fermer toutes les succursales en dehors des 22 succursales régionales. Les 100 implantations qui pratiquent ce que l'on appelle la « la médiation du crédit » et l'adossement du contrôle des banques à la banque centrale expliquent pourquoi les banques françaises ont été relativement moins touchées par la crise que les banques anglaises ou espagnoles.

OSEO a pour mission de soutenir par des garanties le crédit aux PME et d'œuvrer à l'innovation. Gravement menacé par des plans sociaux successifs depuis 20 ans, il connaît un certain essor depuis la crise.

La Caisse des Dépôts et Consignations. Elle s'éloigne des valeurs fondatrices de son action publique. Le développement sur le long terme de structures et d'investissements d'intérêt général comme en matière de logement social est mis à mal par la banalisation du Livret A qui provoque une perte sèche du fait de la disparition de la centralisation à 100% de cette épargne populaire par la Caisse.

La CDC est de plus en plus mise à contribution à travers les exigences du plan de relance avec le financement d'une partie du plan de « sauvetage » des banques pour 16,5 milliards d'euros et de Dexia pour 2 milliards d'euros. Ce « siphonage » des actifs de la CDC a entraîné pour la première fois un bilan d'exploitation négatif en 2008 et une pression accrue sur les filiales. La décision de la filiale Icade consistant à vendre 35 000 logements sociaux principalement en Ile de France, illustre les problèmes posés par les exigences contradictoires qui pèsent sur la CDC.

Pour autant la CDC reste un atout essentiel de l'intervention publique dès lors que son action soit réinscrite dans de nouveaux objectifs de progrès économique et social.

Deuxièmement, il faut une autre conception de la politique monétaire et du crédit.

Outre la nécessité d'un pôle financier public, pour mettre mieux en synergie des établissements qui ont des missions spécifiques, la politique monétaire et le crédit constituent des enjeux majeurs.

Crise ou pas, la politique monétaire doit viser, non à la stabilité des prix, mais au plein emploi solidaire.

La politique monétaire devrait encourager, par des taux sélectifs et privilégiés, l'investissement des entreprises, la formation des salariés, la sécurité sociale professionnelle alors que les taux de refinancement sont aujourd'hui plus favorables aux marchés financiers qu'à l'économie réelle.

Pour encourager les banques à faire ce crédit sélectif, il serait très efficace, au niveau régional, de mettre en place des fonds régionaux pour l'emploi, dans le cadre de schémas régionaux de développement économique. Ceux-ci pourraient comporter des modalités de sécurisation des parcours professionnels des salariés. Il s'agirait de changer les relations entre les banques et les entreprises, en appuyant sur des projets d'investissements créateurs d'emplois pérennes.

Je salue le choix d'un débat ouvert et contradictoire pour affiner les analyses et les propositions de la CGT sur des questions économiques sur lesquelles personne ne peut prétendre avoir à lui seul la solution à tous les problèmes.

Avec la participation de Jean-Christophe LE DUIGOU en charge des questions économiques pour la CGT, la Confédération est pleinement investie dans la réussite de ce colloque dont elle attend une précieuse contribution à la mise à jour de sa conception d'un pôle public financier.

Ce colloque doit être aussi utile aux mobilisations actuelles, afin de doter les salariés de propositions offensives pour préserver et développer l'emploi, frappé de plein fouet par la crise et par les choix de rentabilité financière des grands groupes.

Je souhaite donc une confrontation d'idées fructueuse et l'émergence de propositions novatrices.

Je vous invite à ne pas hésiter à apporter votre contribution à ce titre et je vous remercie d'ores et déjà d'avoir répondu présents à cette initiative.

